



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Représentation permanente auprès
de l'Union européenne

30184

Réf. : 14.1.319 – E.14.01.310 lh

Bruxelles, le 3 mars 2020

**Concerne : Transposition des décisions-cadres 2008/909/JAI et 2008/947/JAI
concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle des
jugements – Informations sur l'état de transposition**

Madame la Secrétaire générale,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, une copie de la lettre de Madame la Ministre de la Justice Sam TANSON au Secrétaire général du Conseil de l'UE, Monsieur Jeppe TRANHOLM MIKKELSEN.

Il s'agit en l'occurrence des déclarations auxquelles le Grand-Duché de Luxembourg s'engage afin de garantir une transposition complète des décisions-cadres mentionnées sous rubrique.

Je vous prie de croire, Madame la Secrétaire générale, à l'assurance de ma très haute considération.


Georges FRIDEN
Ambassadeur Représentant permanent

Madame Ilze JUHANSONE
Secrétaire générale
Commission européenne



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

Secrétariat général du Conseil de l'Union
européenne
Monsieur le Secrétaire général du
Conseil de l'Union européenne
Monsieur Jeppe TRANHOLM-
MIKKELSEN
1049 Bruxelles
Belgique

Luxembourg, le 5 mars 2020

**Objet: Transposition des décisions-cadres 2008/909/JAI et 2008/947/JAI
concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle des jugements –
Informations sur l'état de transposition**

Monsieur le Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne,

Par courrier du 15 Janvier 2020, le Secrétariat Général du Conseil a invité les délégations des Etats membres à rendre des informations sur l'état de transposition des décisions-cadres 2008/909/JAI et 2008/947/JAI et plus particulièrement les déclarations à faire au sujet de ces décisions-cadres.

C'est à ce titre que je vous adresse un courrier explicatif, reprenant les textes légaux adoptés en droit luxembourgeois, avec renvoi aux mesures susmentionnées, annexés à la présente et y faisant partie intégrante.

En espérant que cette notification des déclarations pourra atteindre le but qui est une transposition complète et conforme des décisions-cadres portant sur le principe de reconnaissance mutuelle des jugements.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne, l'expression de mes sentiments distingués.

Ministre de la Justice

Sam TANSON



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

Secrétariat général du Conseil de
l'Union européenne
Monsieur le Secrétaire général du
Conseil de l'Union européenne
Monsieur Jeppe TRANHOLM-
MIKKELSEN
1049 Bruxelles
Belgique

Luxembourg, le 11 février 2020

Objet : Transposition de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne

Cher Monsieur le Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne,

Par le présent, je vous prie de bien vouloir trouver ci-annexé la loi du 28 février 2011 relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre Etat membre de l'Union européenne (Mémorial, A, 2011, n° 44, page 634).

Je vous prie de trouver ci-dessous les déclarations relatives à la présente directive-cadre, auxquelles le Grand-Duché de Luxembourg s'engagera.

Au regard de l'article 2(1) :

Le Procureur général d'Etat a été désigné comme autorité centrale. Cette mission comporte, d'une part, l'émission de demandes de reconnaissance et d'exécution de jugements de condamnation vers un autre Etat membre de l'Union européenne et, d'autre part, la reconnaissance de jugements de condamnation prononcés dans un autre Etat membre et leur exécution sur le territoire luxembourgeois¹.

Au sein du Parquet général, donc du Parquet du Procureur général d'Etat, qui est le Procureur général près de la Cour supérieure de justice, comportant la Cour d'appel et la Cour de cassation du Grand-Duché de Luxembourg, la mission d'autorité centrale au regard de la décision-cadre

¹ Article 3 de la loi du 28 février 2011, précitée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

2008/909/JAI est confiée au Service d'exécution des peines. Il s'agit d'un service administratif chargé de l'exécution des peines, dirigé par un magistrat du Parquet général.

Au regard de l'article 23 :

En conformité avec l'article 9, alinéa 1, de la loi du 28 février 2011², qui exige la transmission du certificat en langue française, allemande ou anglaise, le Grand-Duché de Luxembourg déclare qu'il accepte une traduction dans une ou plusieurs autres langues officielles des institutions de l'Union européenne.

Dans la même logique, et conformément à l'article 9 de la loi précitée, alinéas 2 et 3, le Luxembourg déclare également, qu'il peut, en tant qu'Etat d'exécution, dès réception du jugement et du certificat insuffisant pour statuer sur l'exécution de la condamnation, demander que le jugement ou ses parties essentielles soient accompagnés d'une traduction dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'Etat d'exécution ou dans une ou plusieurs langues officielles des institutions de l'Union européenne.

Au regard de l'article 26 (4) :

Le Luxembourg n'a jusqu'à présent pas scellé des arrangements pratiques sur une base bilatérale avec d'autres Etats membres en vue de faciliter l'application de la décision-cadre.

Or, en cas de conclusion d'un tel accord ou arrangement, le Luxembourg notifiera celui-ci au conseil et à la Commission, dans les trois mois après la signature.

Au regard de l'article 4 (7) :

Les raisons de la transmission du jugement et du certificat sont mentionnées dans le certificat³.

En application de l'article 4, paragraphe 7, de la décision-cadre, l'Etat d'exécution procède d'ores et déjà à la notification dans les deux cas de figure suivants :

- s'il est confirmé que, à la connaissance de l'autorité compétente de l'Etat d'émission, la personne condamnée vit et réside légalement de manière continue depuis au moins cinq ans sur le territoire de l'Etat d'exécution et conservera un droit de résidence permanent,
- ou il est confirmé que la personne condamnée est ressortissante de l'Etat d'exécution.

² Le certificat transmis doit être traduit en langue française, allemande ou anglaise. Si le Procureur général d'Etat qui reçoit un jugement de condamnation accompagné du certificat estime que le contenu du certificat est insuffisant pour statuer sur l'exécution de la condamnation, il peut demander que les parties essentielles du jugement de condamnation fassent l'objet d'une traduction en français, en allemand ou en anglais. Le Procureur général d'Etat consulte dans cette hypothèse l'Etat d'émission en vue de préciser quelles sont les parties essentielles du jugement à traduire. La décision de reconnaissance du jugement de condamnation et d'exécution de la condamnation est reportée jusqu'à la transmission de la traduction requise.

³ Page 3, point g), case d) du certificat national.



Au regard de l'article 23 (3) :

Le Grand-Duché de Luxembourg, en tant qu'Etat d'exécution, déclare de faire la demande que le jugement ou ses parties essentielles soient accompagnées d'une traduction dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'Etat d'exécution ou dans une ou plusieurs autres langues officielles des institutions de l'Union européenne.

Au regard de l'article 29 (2) :

La décision cadre 2008/909 JAI a été transposée par la loi du 28 février 2011 relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre Etat membre de l'Union européenne (Mémorial, A, 2011, n° 44, page 634, document parlementaire n. 6060).
